

**CORRUPTION DANS LE SECTEUR DU TOURISME EN BASSE-CASAMANCE (SÉNÉGAL)**, Pape Mactar DIAW, Benoit TINE (Université Assane SECK de Ziguinchor – Sénégal)

p.diaw4909@zig.univ.sn

**Résumé**

La corruption est une pratique très ancienne. Elle a fini de prendre des proportions et des dimensions multiples et implique plusieurs acteurs, tant dans l'administration publique que privé. Le phénomène est bien perçu par les populations et il a des formes qui varient selon les contextes. Dans cet article, nous avons essayé de faire un état des lieux de la corruption dans le domaine du tourisme. L'objectif étant d'identifier et comprendre les enjeux de la corruption sur un secteur aussi important que le tourisme. Pour ce faire, nous avons voulu procéder par une méthode mixte (questionnaire et entretien semi-directif). Sur le plan national, la corruption est en activité avec des conséquences économiques, socioculturelles bien réelles. Elle affecte l'économie avec des pertes importantes en termes de rentrée de devises, à des effets sociaux comme la perte de valeurs inculquées par les normes sociales. La pratique corruptive s'est bien installée dans la sphère politique avec le détournement de sympathisants politiques et judiciaires aussi. Cependant, dans ce cas précis, nous notons que le secteur du tourisme fait face au complexe du phénomène et ce, du traditionnel au systématique en passant par la petite corruption.

**Mots clés :** Regards croisés-Corruption-Tourisme-Basse-Casamance-Implications

**Abstract**

Corruption is a very old practice. It has finished taking on multiple proportions and dimensions and involves several actors, both in public and private administration. The phenomenon is well perceived by populations and it has forms that vary depending on the context. In this article, we have tried to take stock of the corruption complex in Senegal in general before focusing on the specific area of tourism which is in fact affected by this scourge. The objective being to identify and understand the issues of corruption in a sector as important as tourism. To do this, we wanted to proceed with a mixed method (questionnaire and semi-structured interview). On the national level, corruption is active with very real economic and socio-cultural consequences. It affects the economy with significant losses in terms of foreign exchange earnings, and social effects such as the loss of values instilled by social norms. The latter has established itself well in the political sphere with the diversion of political and judicial sympathizers too. In this specific case, we note that the tourism sector faces the complex of the phenomenon and this, from the traditional to the systematic through small corruption.

**Keywords:** Crossed perspectives-Corruption- Tourism-Casamance-Implications

## Introduction

Appréhendé comme un phénomène ancien (C. Bernard, 2016), la corruption est un fléau désastreux d'une dimension mondiale. Cette dernière a pris des formes multiples et implique des dirigeants du monde privé comme des responsables des services publics. Enveloppes rouges en Chine, pots-de-vin en France, bakchich en pays arabe ou matabiche en Afrique centrale (R. Maudit, 2015), ce phénomène n'épargne ni les pays riches pour la plupart des raisons stratégiques, encore moins les pays pauvres où elle contribue à l'instabilité et accentue la pauvreté. En outre, R. Maudit (2015) note que dans les dictatures en raison d'une restriction des libertés individuelles et/ou collectives et menace sérieusement la sécurité, la bonne gouvernance et donc le progrès et de la paix dans les États.

La corruption n'est plus un sujet tabou. Elle est généralement débattue dans le domaine scientifique et soulève des interrogations de bonne gouvernance, de paix et de stabilité des États. J. F. Cabral (2013) révèle dans une étude une déperdition des ressources consacrées à l'investissement à l'échelle nationale avec comme conséquence l'accroissement de la pauvreté. Il constate alors que la corruption enrichit le corrompu mais c'est un coût extrêmement élevé que supporte le contribuable : pauvreté<sup>1</sup>, croissance<sup>2</sup>, stabilité, etc. Pour D. Diallo (2023), la faiblesse des investissements est due à un rendement insuffisant du capital humain et l'accaparement par des tiers (corruption). Les investissements, le capital humain ou encore la stabilité des institutions sont très déterminants pour le secteur touristique. C'est pourquoi, T.C. Banengai-Koyama (2021) ont fait une analyse sur l'effet de la qualité des institutions et la stabilité politique et ont démontré qu'ils jouent un rôle extrêmement important dans la demande touristique internationale. Les relations entre elles favorisent une forte demande en Afrique. Elles ont une forte influence comme ce fut le cas en 2017, désignée comme année du tourisme durable par exemple<sup>3</sup>. J. F. Cabral (2013), quant à lui, montre que la corruption au Sénégal a des fuites majeures sur la croissance, le bien-être et la pauvreté à cause d'un manque de contrôle budgétaire par exemple et du respect des règles (entre 24 et 14 points perdus dans la période de 2007 et 2011). Le pays est fortement influencé par la corruption avec des performances mauvaises en termes de lutte contre la corruption et un risque de perception élevé (J. F. Cabral, 2017).

---

<sup>1</sup> L'incidence de la pauvreté est à la hausse (1%) entre 2005 et 2012 (120 000 personnes) à cause du détournement des investissements. 61 136 individus tombent dans la pauvreté chaque année selon l'auteur. C'est aussi les conclusions de Bardhan (2017) qui parle d'efficacité des investissements.

<sup>2</sup> Une contraction du produit intérieur brut (PIB) et une baisse entre 1,3 et 4,2 points de croissance dans la période de 2006/2012 (soit une perte de 2,6 de taux de croissance par an), Cabral (2013).

<sup>3</sup> Record en termes de nombre de touristes internationaux avec 1323 millions de touristes (une hausse de 84 millions par rapport à 2016).

Traditionnellement, la corruption concerne des agents du gouvernement occupant une position au sein des institutions ou organisations qui reçoivent ou accumulent illicitement et de manière indue des avantages à des fins personnelles au détriment de l'intérêt public (G. Blundo et J. P. De Sardan, 2001). Elle se matérialise par le fait de solliciter ou d'accepter un pot-de-vin. Elle peut impliquer une autre façon de faire lorsque des agents du secteur public agissent sans prendre en compte l'intérêt général notamment pour s'enrichir sur fond d'activités douteuses (détournement, abus de confiance etc.). L'accélération (il s'agit de la petite corruption ou corruption bureaucratique) est le paiement de facilitation impliquant des fonctionnaires et représentants qui acceptent des pots-de-vin dans le cadre de leurs fonctions, de projets d'envergure comme la construction de grandes infrastructures. Public ou privé, la corruption opère quel que soit le niveau de responsabilité, dans le service public national ou étranger ou exerçant pour le compte d'organisme privé, parfois même de manière inconsciente.

G. Blundo et J. P. De Sardan (2001) ont fait une étude comparative de la corruption au Bénin, au Niger et au Sénégal selon leur système institutionnel et politique, de l'identification des formes corruptives, la pratique de la corruption dans l'administration. Leur travail consiste à comprendre le phénomène de la « petite corruption », banalisé dans les systèmes. Les auteurs font une description de la petite corruption et ses mécanismes. On y retrouve (la petite corruption) la commission donnant accès à un bénéfice illicite, la gratification ou l'on remercie un agent pour son devoir accompli accompagné de cadeau, le piston qui se caractérise par le favoritisme plutôt que le mérite dans le système administratif (G. Blundo ; J. P. De Sardan, 2001). A. Shleifer et R. Vishny (1993), s'intéressent aux structures gouvernementales et les processus politiques qui déterminent la corruption dans les institutions. Autrement dit, la faiblesse de certains États, n'ayant pas le monopole ou le contrôle de leurs institutions enregistrent des niveaux de corruption importantes. C'est pourquoi, dans certains pays moins développés, la corruption reste élevée et couteuse pour le développement (A. Shleifer ; R. Vishny, 1993). Selon B. Olken et R. Pande (2012), la capacité à mesurer la corruption dans les pays en développement permet de voir son niveau d'impact pour le développement. Mais aussi, les stratégies que doivent mettre en place les gouvernements pour lutter contre la corruption doivent prendre en compte des alternatives pour trouver des rentrées financières afin de compenser les pertes causées par la corruption. Pour P. Bardhan (2017), la corruption affecte sérieusement l'efficacité des investissements et la croissance des pays. C'est un phénomène silencieux qui persiste avec une fréquence et des négligences dans certaines procédures. C'est le cas de l'évasion fiscale, la contrebande...

Au Sénégal, le tourisme est considéré comme le deuxième secteur pourvoyeur de revenus après la pêche (MTTA<sup>4</sup>, 2007) et présente ainsi un intérêt

---

<sup>4</sup> Ministère du tourisme et des transports aériens sénégalais. Il est devenu depuis le mois de septembre 2022, le Ministère du tourisme et des loisirs (MTL).

économique pour les destinations touristiques comme la commune de Djembéring. Par exemple, entre 1999 et 2004, le pays est passé en termes de 101 à 234 milliards (OMT<sup>5</sup>, 2003). En 2018, selon le ministère du tourisme et des transports aériens (MTTA, 2019) 1 400 000 touristes ont visité le pays et les recettes sont estimées à environ 500 milliards de FCFA (ANDS, 2020). Ce succès est notamment attribué au tourisme balnéaire, autrement dit les activités concentrées sur le littoral à l'instar de la commune de Djembéring. Dans une enquête que nous avons réalisée en 2019, l'ancien secrétaire municipal et fiscaliste de formation à la mairie de Djembéring a révélé que la commune dépendait jusqu'à 65% de son budget des retombés du secteur. La destination dispose en effet, de l'une des plus grands villages de vacances en Afrique à savoir le club-Med<sup>6</sup> et d'autres établissements de renom comme la Paillote<sup>7</sup>. Elle dispose également d'un secteur artisanal, d'une activité de pêche florissante et d'une industrie culturelle, sans oublier le secteur des services : location de véhicule, etc. Bref une économie touristique florissante.

En dépit des nombreuses retombées au plan national et les opportunités qu'offre le tourisme, surtout aux populations locales en termes de créations d'emplois, de développement d'infrastructures comme c'est le cas avec l'aéroport international de Cap-Skiring, il est à noter que des phénomènes telles que la pauvreté, le bradage du foncier ou la mise en cause quant à la crédibilité des institutions du tourisme sévissent à cause de la corruption.

Cet article met l'accent sur les pratiques corruptives dans le domaine du tourisme et ses éventuelles conséquences. Cette problématique s'inscrit dans le champ de recherche du climat des affaires dans le secteur du tourisme, peu exploré au Sénégal. Elle permet donc d'analyser comment la corruption fragilise le secteur ou comment elle peut se mettre en position de menace. Le but c'est aussi d'offrir aux décideurs et des organisations un cadre de réflexion sur les dispositions à mettre en place pour préserver le secteur du tourisme. Ainsi, la pratique de la corruption constitue une menace latente avec des effets sur les relations de confiance entre autorités et populations locales. Elle contribue au maintien de ces derniers dans la pauvreté et est à l'origine parfois de débauches.

## 1. Méthodologie

Pour réaliser cet article, nous avons opté pour une approche triangulaire : qualitative et quantitative. Nous avons d'abord réalisé un entretien avec des spécialistes de la question en l'occurrence des juristes et spécialistes de la corruption

---

<sup>5</sup> Organisation mondiale du tourisme

<sup>6</sup> Chaîne hôtelière, autrefois appelée club-méditerranée, est une entreprise française créée en 1950. Elle commercialise des séjours sous forme de package (hébergement, transport, restauration, loisirs, etc.). En un circuit fermé qu'il propose à ses clients du monde entier. Le village de vacances de Cap-Skiring a vu le jour en 1973.

<sup>7</sup> Une des premiers villages de vacances établie sur la station balnéaire dans les années 80. Il est dirigé par son propriétaire Christian Jacquot, membre du syndicat d'initiative du tourisme en Casamance.

au Sénégal à l'office nationale de lutte contre la fraude et la corruption (OFNAC). Le choix de consulter des spécialistes de la question de la corruption au Sénégal semble judicieux pour obtenir des données objectives sur le phénomène et son évolution, en particulier dans le secteur du tourisme. Les informations recueillies auprès de ces experts permettent une compréhension approfondie du problème, de sa perception et de son état actuel dans le pays. En se concentrant spécifiquement sur le tourisme, des entretiens ont été menés avec des acteurs locaux, tels que la cheffe de service régional du tourisme pour la zone sud, qui est directement liée au ministère du tourisme et des loisirs du Sénégal. Cette approche fournit des perspectives précieuses sur les défis et les enjeux spécifiques rencontrés dans ce secteur clé de l'économie sénégalaise. Nous avons aussi interrogé des hôteliers, voyagistes et des organisations touristiques entre la commune de Ziguinchor et la commune de Djembéring à l'aide d'un guide d'entretien afin de comprendre le phénomène de la corruption, son processus et ses conséquences. Nous avons aussi utilisé un questionnaire pour plus de crédibilité dans l'analyse de données et ainsi enquêter au total 84 individus selon un échantillonnage par grappe. Nous avons ainsi divisé la commune en trois zones et sélectionné des groupes appartenant à chaque zone étudiée. Il s'agit notamment des résidents permanents, des acteurs du tourisme et de visiteurs. Nous avons enfin utilisé des sources documentaires comme des articles de revue, des ouvrages, des rapports d'institutions spécialisées et internet.

## **2. État des lieux de la corruption au Sénégal**

Le phénomène de la corruption est très répandu touchant pratiquement tous les pays. En effet, elle est bien réelle au Sénégal. C'est pourquoi, à partir de 2000, les États africains par le biais de l'Organisation des Nations Unies (ONU) ont décidé de lutter formellement contre le fléau de la corruption. Pour ce faire, des mesures ont été prises dans ce sens afin de suivre le phénomène mais aussi de le réprimer. « L'adoption de la convention internationale des nations unies contre la corruption est faite pour justement lutter contre le phénomène et qui prévoit des dispositions de prévention, de répression mais aussi visant à aider les États pour mieux lutter contre la corruption », explique un spécialiste de la corruption<sup>8</sup>. Ce dernier laisse entendre que le phénomène transcende les frontières et ses causes sont multiples.

Pour la plupart des cas au Sénégal, la corruption demeure imputable aux membres du gouvernement<sup>9</sup>(G. Blundo ; J. P. De Sardan, 2001), notamment la bureaucratie qui se justifie par niveaux de traitement social, comme c'est le cas dans le service régional du tourisme en Casamance. On note d'autres formes de corruption telles que le fait de verser des sommes d'argent lors des périodes électorales à des électeurs ou de donner des cadeaux.

---

<sup>8</sup> Entretien individuel, décembre 2022.

<sup>9</sup> Spécialiste de la corruption, entretien individuel, décembre 2022.

La corruption au Sénégal est identifiée dans trois secteurs principalement : le secteur informel, autrement dit les unités de production n'ayant pas été identifiées comme entreprise formelle (avec un registre de commerce, un NINEA et un statut juridique), le secteur privé et le secteur public. Géographiquement parlant, les régions dans lesquelles le phénomène est plus perceptible sont respectivement Dakar (74%), Kédougou (93,4%) et Sédhiou (60%), selon l'ofnac (2016) et confirmé par un spécialiste pour qui c'est la pauvreté en grande partie qui a participé à cela : « la pauvreté est la porte ouverte à tout selon lui. Quand on n'est pas à l'abri des besoins, on est tenté, on est vulnérable ». C'est ce qu'essaie de nous faire comprendre un voyageur pour qui la corruption est le chemin ouvert à la pratique corrompue dans toutes les chaînes de la vie pratiquement. Les procédures d'obtention de licence d'exercer des activités commerciales comme la boisson alcoolisée dans les bars et restaurants par exemple prend du temps. « Il y'a ceux qui galère des années pour obtenir une autorisation d'exercer<sup>10</sup> ». La tentation de recourir à la corruption pour obtenir des avantages rapides est présente, notamment dans la gestion foncière, source de conflits dans les zones touristiques. À Cap-Skiring, la prolifération de résidences secondaires témoigne de la spoliation des terres autochtones, dénoncée par les notables locaux. Les espaces côtiers et zones privilégiées sont souvent acquis par des opérateurs occidentaux, qui les transforment en résidences privées sans toujours respecter les autorisations nécessaires. Cette acquisition douteuse alimente les tensions et souligne la nécessité de mesures efficaces pour prévenir la corruption et protéger les intérêts locaux.

De même, le paiement des taxes par les établissements d'hébergement, des bars et restaurants indépendants n'échappe pas à cette pratique. En effet, les services des impôts enregistrent des montants dus par ces établissements sur une période donnée. Il se trouve, selon un hôtelier à Cabrousse, que des agents de l'État vont jusqu'à percevoir une somme forfaitaire dans le cas d'un compromis pour ne pas payer la somme due réellement ou pour masquer un défaut de déclaration des recettes. Une pratique qui existe dans le secteur, notamment dans les résidences qui sont parfois dans l'informel. Ce *deal* est fréquent lors des recouvrements de dettes. Avec le manque de contrôle régulier, certains hôteliers ne remplissent pas leurs fiches de comptabilité correctement ou ont tendance à accumuler les montants sur de longues périodes. Ce qui pose le problème de fiscalité. Il faut signaler que la commune de Djembéring dépend en grande partie des recettes fiscales<sup>11</sup>. À signaler que les pourboires laissés par certains clients en disent longs selon un barman : « c'est une façon de faire du tourisme sexuel en corrompant certaines jeunes filles inconscientes qui se font bernier par la facilité et parfois ce sont des blancs pour la plupart des cas, qui sont à l'origine de cela ».

---

<sup>10</sup> Voyageur, enquête de terrain 2022.

<sup>11</sup> Seny Mané, fiscaliste à la commune de Djembéring, enquête 2019.

Selon une étude sur la perception et le coût de la corruption qui a été menée en 2016 par l'Ofnac, plusieurs causes ont été identifiées nous dit, ci-dessous, un expert :

Les causes sont nombreuses ; je peux même donner trois exemples : d'abord la pauvreté (54,7%). Ensuite, au niveau de l'administration, il y'a les salaires bas (27,2%) qui ne couvrent pas les besoins des fonctionnaires, ce qui fait qu'ils soient touchés par le phénomène. Puis dans nos sociétés telles qu'elles sont constituées sociologiquement, il existe des pratiques qui tracent une voie à la corruption. Quand on prend l'exemple de la religion, on verra que dans certains ''Tariqa''<sup>12</sup> avec le « Nouyou Mouride »<sup>13</sup>, on fait de la corruption. Donc notre identité culturelle est un élément qui facilite la pratique. Un fonctionnaire qui est affecté par exemple dans une zone rurale, les habitants lui font des cadeaux, ce qui laisse une voie ouverte à la corruption.

Ainsi, la corruption serait donc le résultat de plusieurs facteurs qui vont de la définition du système d'un pays en passant par le niveau de sécurité social, à l'identité culturelle de nos États. De surcroît, il serait important de noter, que l'ignorance et le manque d'éthique sont aussi des facteurs qui initient la pratique. Selon R. Mauduit (2015), la corruption est plus répandue dans les pays en développement et en transition, non parce qu'ils sont différents des autres pays mais parce que les conditions sont plus propices. Cela s'explique notamment par des institutions étatiques faibles, des manquements dans les politiques gouvernementales et des réglementations et d'une insuffisance dans l'accompagnement de certaines institutions telles que les Parlements, la presse, la société civile.

En Afrique, les disparités économiques des populations restent importantes et exacerbées par des crises multiformes : la rareté des ressources, la crise économique et financière aggravée par une mauvaise gouvernance et une gestion douteuse des deniers publics. La corruption est un facteur destructeur qui peut influencer la vie économique et sociale de nos États et se dresse comme un handicap pour la démocratie. En effet, dans un rapport publié par l'Ofnac (2016) sur la perception de la corruption au Sénégal, 93% des Sénégalais sont conscients de la pratique corruptive. Il existe au Sénégal deux types de corruption qui sont se sont banalisés.

D'abord le réseautage ou « bras-long ». C'est l'exemple d'un usager qui sollicite une personnalité qui va user de ses pouvoirs pour accéder à un service dans les meilleurs délais et facilement. Ensuite, il y a le fait de retarder volontairement un processus dans le seul but de se mettre dans une position de corruption et de recevoir une proposition de cet usager. Cette pratique corruptive est un fait social devenu

---

<sup>12</sup> La *Tariga* est une appellation dans la religion musulmane pour signifier une confrérie et ses fidèles. Ces derniers font allégeance à un marabout appartenant à la famille religieuse.

<sup>13</sup> Dans le processus de salutation de cette sainte, les fidèles donnent une somme symbolique à cette dernière lors d'une visite. Elle est considérée comme une pratique corruptive au niveau de l'administration aussi et elle est pratiquée dans certaines procédures administratives. C'est une pratique corruptive intentionnelle.

anodin et le secteur public reste le plus touché. Selon l'Ofnac (2016), 95,3% dans le grand public et 61,7% chez les professionnels, attestent de la présence de la corruption dans leur environnement immédiat. À signaler que les secteurs de la santé et de l'éducation sont aussi touchés avec respectivement 29,2% et 26,1% selon l'Ofnac. Pour le premier, le diagnostic est alarmant. En effet, une étude menée par Benoît Tine (2018) au Centre Hospitalier Régional de Ziguinchor (CHRZ) dresse un constat alarmant. Au-delà du problème de fonds de roulement (subvention, budget), l'insuffisance d'un personnel qualifié est criard et un problème structurel se pose. En outre, Tine (2018) démontre en réalité que les destinataires des services du CHRZ ne sont pas satisfaits pour plusieurs raisons. D'abord, l'accueil et le traitement du personnel vis-à-vis des visiteurs. Ensuite, des pratiques délictueuses (*dolitor, rass-rassatu, jalgati* etc.) ou des infirmiers qui se prennent parfois pour des médecins s'approprient illégalement des médicaments pour les revendre à des patients. Puis, le « bucheronnage » ou des médecins qui font le tour des hôpitaux ou cliniques dans le but de faire davantage de profit ; ce qui inclut alors une piètre qualité du service.

### 3. Résultats

#### 3.1. Dispositifs de lutte contre la corruption

Le Sénégal a ratifié ainsi des conventions dans sa logique de lutte contre la corruption. Il y a la convention des nations unies contre la corruption (CNUCC) au niveau mondial et au niveau africain, il existe la convention de l'union africaine sur la prévention et la lutte contre la corruption (CUACC) dans l'union africaine (UA) adoptée par les chefs d'États en 2003 à Maputo (Mozambique) et dans l'espace sous régional, en l'occurrence dans la Communauté Economique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), il y a le protocole de la CEDEAO contre la corruption adopté à Dakar (Sénégal) en 2001. Ce protocole vise ainsi à promouvoir et à renforcer le mécanisme de prévention, de répression et de lutte contre la corruption.

Cependant, dans le domaine du tourisme, selon la cheffe du bureau régional du tourisme, le code du tourisme qui prévoit un certain nombre de dispositions n'est pas encore validé. Mais, il y a une réglementation touristique qui régit le secteur en rapport avec les normes d'installation, d'hygiène, de respect des normes sécuritaires, de la qualité du service...toutefois, selon le conseiller technique du Directeur de l'Agence Sénégalaise de la Promotion Touristique, il n'existe pas de dispositif de répression ou de lutte contre la corruption au Sénégal dans le domaine du tourisme.

Mais l'État du Sénégal a mis en place un dispositif de lutte contre la fraude et la corruption. En effet, l'Office Nationale de Lutte contre la Fraude et la Corruption (OFNAC)<sup>14</sup> est une autorité administrative autonome créée par la loi n°2012-30 du 28 décembre par l'Assemblée nationale. Elle est une volonté manifeste des pouvoirs publics de promouvoir la transparence dans les affaires publiques et privées. Dans la logique d'une gouvernance vertueuse et de la volonté populaire,

---

<sup>14</sup> <https://www.ofnac.sn/#:~:text=Pr%C3%A9sentation%20de%20l'OFNAC&text=Il%20a%20%C3%A9t%C3%A9%20cr%C3%A9%C3%A9%20par,des%20affaires%20publiques%20et%20priv%C3%A9es>. Consulté le 21 décembre 2022

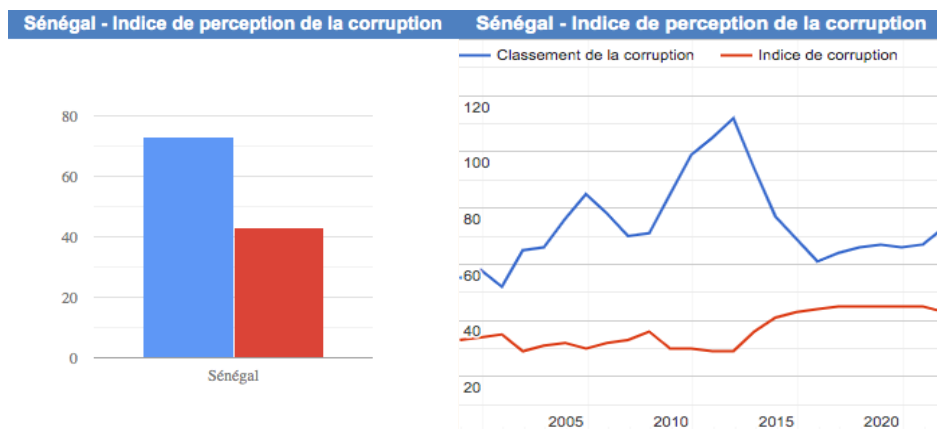


cette organisation se veut être le bouclier entre les pratiques non conventionnelles et l'intérêt général. L'Ofnac entre ainsi dans le cadre de la convention des nations unies contre la corruption (CNUCC) de disposer d'un organisme indépendant conformément à son article 6. La cour des comptes, de même que l'Inspection Générale d'État (IGE), sont des institutions supérieures de contrôle de l'ordre administratif (ISCOA). Elles sont sous le contrôle du Président de la République. Avec ses inspecteurs généraux, l'IGE et la cour des comptes effectuent dans l'administration publique des missions telles que : le contrôle du patrimoine de l'État, l'évaluation des politiques et programmes publics, la gestion des ressources financières et la tenue de la comptabilité entre-autres.

Les mesures de lutte contre la corruption sont nombreuses au Sénégal, tant dans la législation que dans le code général des fonctionnaires. L'article 159 du code pénal définit la corruption comme le fait pour tout fonctionnaire, militaire, élu ou agent administratif de recevoir des offres, dons ou promesses en échange d'un acte lié à ses fonctions, ou de s'abstenir d'agir conformément à ses devoirs. Ces dispositions visent à réprimer les pratiques corruptrices et à promouvoir l'intégrité dans la fonction publique. En effet, la déclaration de patrimoine instituée par l'Ofnac est aussi un dispositif, cependant obligatoire pour certaines personnalités de l'État. On peut citer le Président de la République, le Président de l'Assemblée nationale, les Ministres de la république ou toute personne qui gère des deniers publics supérieurs à 1 milliard de Fcfa. Un spécialiste que nous avons interrogé estime que :

L'Ofnac est un outil de prévention et de lutte contre la corruption ; il y a aussi la stratégie nationale de lutte contre la corruption validée en 2020 par le Sénégal et que l'ofnac point focal est en train de dérouler. Au niveau du code pénal, la tentative de corruption est punie par la loi.

Figure n°1 : Évolution de l'indice de perception de la corruption au Sénégal



Source : contryeconomy (2021)

L'indice de perception de la corruption (IPC) est un indicateur du phénomène, c'est-à-dire un outil pour mesurer la corruption à l'échelle

mondiale. L'IPC montre de manière globale qu'en Afrique, les signaux sont toujours dans le rouge, et ce, depuis plus de 10 ans nous dit un expert de la corruption. Spécifiquement, « le Sénégal est depuis 5 ans dans la zone rouge de l'indice, c'est-à-dire 45% et en 2021, le pays était à 44%. Une régression de 1% certes, cependant pas suffisant, car selon l'IPC, il faut être dans les 50% au minimum pour être dans le vert en termes de perception de la corruption ». Concrètement, le Sénégal n'a jamais atteint le seuil des 50% depuis 1998, date à laquelle elle était de 33% selon le rapport de contryeconomy. Malgré des efforts consentis, le pays reste toujours dans le rouge, c'est-à-dire en dessous des 50%. La meilleure note reste 45% entre 2016 et 2020. Cette appréciation de la corruption est bien réelle car elle témoigne d'un problème profond qui a affecté toutes les structures de l'État et a des effets sur les plans économique, social et politique notamment. Elle présente ainsi les lacunes de nos systèmes politiques et culturels engendrant des conséquences négatives sur le développement de nos pays.

### **3.2. Les formes de corruption dans le secteur du tourisme**

Plus spécifiquement, les pratiques corruptives relèvent d'un caractère plus particulier. En effet, les domaines de Cabrousse et du village de Cap-Skiring sont fortement touchés par une dilapidation des terres. Le plus souvent ce sont des compromis, car la valeur réelle de ces terres n'est pas estimée par des experts. La pauvreté dans la zone pourrait expliquer le bradage de ces parcelles. La figure 2 montre la complexité de la corruption dans le secteur du tourisme. A côté de la petite corruption, il y a la grande corruption. La gratification comme type de corruption systémique, est une pratique bien ancrée dans le quotidien des Sénégalais et touche le tourisme, particulièrement dans le sous-secteur de l'hôtellerie où les touristes laissent des pourboires réguliers à des fins sexuelles. Ce sont des prédateurs qui profitent de leur rang et de leur capital économique et symbolique dans le but d'obtenir des faveurs. La corruption traditionnelle, bien qu'elle soit de faible intensité, guette ce bras technique du ministère du fait de la concentration de la zone, du manque de moyen et du faible contrôle des établissements (parahôtellerie<sup>15</sup>). Sur ces pratiques corruptives, la collusion sur le foncier arrive en tête du classement (51,19%), le chantage et la sexualité (29,76%) et autres (21,43%). Pour ce dernier, on peut citer un défaut des états et paiement de fiscalité ou la non-conformité de la comptabilité dans certains hôtels, des fraudes de tickets de restaurant, le versement de pot de vin à des agences pour gagner des marchés touristiques, des différences de prix sur certaines offres (excursions) comme le VTT, la présence de guides amateurs essayant extorquer de l'argent aux touristes.

En effet, selon les enquêtes que nous avons menées, le secteur touristique est aussi touché par le phénomène de la corruption. Selon un hôtelier que nous avons

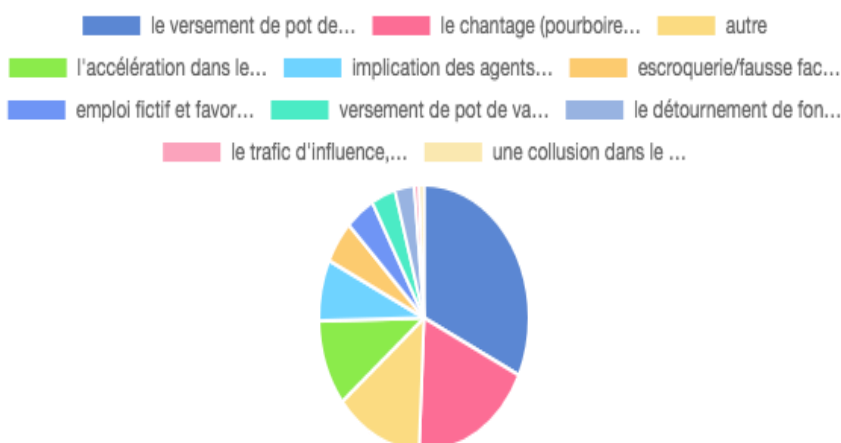
---

<sup>15</sup> C'est l'implantation des maisons d'hôtes et résidences privées sans l'autorisation de l'autorité. Ces dernières échappent à leur contrôle, ne respectent pas le code touristique, ne se conforment pas au paiement des impôts et autres taxes. Ce qui constitue des pertes immenses pour l'économie touristique.

interrogé, à l’instar des autres secteurs de l’économie, le tourisme n’est pas épargné. Il laisse entendre que c’est à cause de la fébrilité de nos institutions. Il nous dit en substance : « évidemment, qu’il y’a de la corruption dans le tourisme. C’est une question très délicate, mais si nos gouvernants sont corrompus, les policiers...il est clair que le secteur du tourisme ne sera pas épargné ».

Cependant, les problèmes que nous avons constatés dans ce secteur, notamment dans l’administration restent la logistique, le foncier et le traitement de dossiers d’agrément ou de licence des établissements touristiques. Ces éléments sont ainsi des voies pour certains acteurs à essayer de faire recours à une forme de corruption pour atteindre leur objectif. Plus spécifiquement, les résultats de l’enquête fait état de plusieurs pratiques douteuses dans la station balnéaire du cap-skirring (32,14% des enquêtés) nichée entre le village de Cabrousse (40,48% des enquêtés) et de djembéring (27,38% des enquêtés).

Figure N°2 : Pratiques corruptives dans la commune de Djembéring



Source : Diaw et Tine, enquêtes de terrain décembre 2022.

## 4. Discussion

### 4.1. La corruption : un mal tentaculaire

La corruption a des conséquences néfastes que l’on peut analyser à plusieurs échelles et de manière globale. Pour commencer, au niveau de l’État, les manques à gagner sont énormes. Elle fait perdre aux gouvernements des retombés financières qui impactent ainsi ses caisses. Donc du point de vue économique elle a des conséquences diverses selon un observateur rencontré :

Si on prend l’exemple du policier qui vous arrête quand vous commettez une infraction, vous devez en réalité payer 6000f qui doivent alimenter les caisses de l’État. Mais, si vous donnez 1000f au policier qui vous arrête, le manque à gagner sera de 5000f pour l’État. Et, si vous le calculez sur la base de l’étendue du territoire nationale, le gap sera à coup de million par jour pour l’État du Sénégal. Pour les investisseurs, dès qu’ils ont une perception de la corruption dans un pays cible, ils ont

tendance à aller ailleurs parce que le phénomène est contre-productif, c'est une perte énorme aussi pour l'État.

La corruption se propage dans l'administration sénégalaise, sapant les valeurs religieuses et sociales, et minant la citoyenneté et le civisme. Elle érode la confiance entre gouvernants et gouvernés, alimentant le désenchantement populaire envers les autorités en raison de l'opacité entourant l'utilisation des fonds publics. Cette défiance conduit à un manque de coopération fiscale, compromettant ainsi le développement local (Tine, Diatta 2020).

#### **4.2. Entre dichotomie économique et réalité postcoloniale ?**

La station balnéaire du Cap-Skiring est la plus dynamique dans cette zone, même si des villages comme Cabrousse ou Djembéring continuent à marquer l'histoire de leur empreinte : la figure d'Aline Sitoé Diatta ainsi que le passage de El hadji Omar Foutiyou Tall ont donné un cachet spirituel et héroïque à ce dernier. Cependant cette image est en train d'être écornée par ce mal qui le ronge. « Ce système corruptif se dissout dans les comportements normaux et finissent par se banaliser. Du coup, refuser d'adhérer à ces pratiques est synonyme d'offense, d'arrogance, de condescendance » (Tine, 2018, p144). Selon Blundo et De Sardan (2001), des pays d'anciennes colonies comme le Sénégal, le Niger ou encore le Bénin ont montré une convergence dans le dysfonctionnement de leur système administratif et corruptif. La fréquentation quotidienne des services publics laisse entrevoir un « air familial » où se côtoient : routine, pot-de-vin, rackets. Gouverner pour son ventre est un moyen d'enrichissement ou les personnes chargées de gérer les publics profitent de leur statut, de leur position au lieu de la transparence et l'éthique au profit des citoyens (Bayard, 1996). C'est ce qu'a révélé une étude de la Cour des comptes (CDC, 2022) sur la gestion du fond covid-19. En effet, dans sa politique de résilience socioéconomique, l'État du Sénégal a prévu une enveloppe de 9,64 milliards de FCFA afin de soutenir le secteur du tourisme et de l'hôtellerie via le crédit hôtelier touristique (CHT)<sup>16</sup>. Sur le déploiement des enveloppes, soit 2237 acteurs, la CDC a constaté qu'une part importante a été accordée aux artisans et guides touristiques à hauteur de 500 000 Fcfa, pour un total de 1 118 5000 FCFA. Cependant, selon la CDC, ce décaissement ne respecte pas les modalités prévues dans l'arrêté portant création et fonctionnement du CHT. En plus, la CDC signale un manquement institutionnel, car ces fonds ne bénéficient d'aucune forme de mécanisme garantissant le remboursement de ces crédits.

Le pot-de-vin, le détournement de fonds publics sont des moyens d'enrichissement, de contournement des règles d'une opération dans les affaires

---

<sup>16</sup> La CHT est créé par arrêté interministériel en 2016 et modifié en 2019 n°000375/MEFP/MT. L'objectif est d'apporter un accompagnement financier aux entreprises de la filière hôtellerie et tourisme. Un comité de gestion est mis en place au sein du Ministère du tourisme chargé notamment de définir les conditions et critères d'éligibilité et de l'octroi des crédits.

publiques. Sur la question du foncier, le processus d'acquisition des terres sur lesquelles sont bâties des résidences privées, des hôtels de luxe et des maisons d'hôtes dans la station pose problème. Ici, il s'agit plutôt d'acquérir ce bien mettant la pression sur le propriétaire qui n'a pas les moyens de le valoriser. « Généralement, la somme qui est perçue par les propriétaires, qui n'ont pas de titre, reflète de loin la valeur du bien. Ils sont parfois contraints de le vendre faute de moyen <sup>17</sup> ». En effet, 63,1% de nos enquêtés affirment que la pauvreté est la principale cause de ces cessions de terre à des prix jugés sans valeur réelle. Ce qui laisse penser que le secteur du tourisme est une vraie mine d'or mais qui profite aux classes aisées. Le constat est tout de suite fait quand on visite la zone. Entre le luxe des grands hôtels, la popularité sur le plan national et international de la localité et une économie fructueuse : discothèques, bars, campements, agences de location de véhicule, commerce, la population vit dans la pauvreté. Ce beau décor qui a fini d'influencer les jeunes hommes et femmes, se lancent dans une conquête de blancs pour espérer une vie meilleure. « Il y'a pas mal de jeunes qui sont partis en Europe avec des touristes blancs, d'autres habitent ici dans les villas privées des étrangers qui se sont implantés dans la zone <sup>18</sup> ».

### 4.3. Le foncier ou « l'or noir » du tourisme

La commune de Djembéring concentre l'essentiel du tourisme en Casamance. Du fait de son caractère balnéaire, on note une diversité d'acteurs touristiques et d'établissements très compétitifs au Sénégal : les villages de vacances du Club-Med et la paillote, la résidence les Alizés, Hibiscus. La localité fut le lieu privilégié de fonctionnaires, de commerçants et d'entrepreneurs mais aussi de coopérants français à la recherche d'exotisme (Meguelle, 2017). Dans les années 60, une crise interne avait éclaté entre autochtones et exploitants hôteliers. En effet, Djembéring, terre de riziculteurs, le système de gestion traditionnel du foncier (l'héritage notamment de père en fils et d'oncle à neveu...) permettait le leg de cette dernière à leurs enfants <sup>19</sup>. Mais avec la loi sur le domaine national de 1964 <sup>20</sup>, des opérateurs touristiques, notamment des hôteliers se sont vus octroyer des hectares de terre (Club-Med, la paillote etc.) afin de les « mettre en valeur ». Cette loi fut appliquée en 1973 et donna le droit aux exploitants privés étrangers de s'approprier des terres, car appartenant alors à l'État. L'implantation du tourisme dans le domaine du Cabrousse, dans les exploitations de cocotiers et de palmiers des villageois

---

<sup>17</sup> M Sano, artisan enquêté en janvier 2022.

<sup>18</sup> M Sambou, gérant de campement à Cabrousse, enquêté en janvier 2022.

<sup>19</sup> Meguelle, P. (2017) : du cap roxo au cap skirring : les mutations d'un territoire diola sous l'influence du tourisme balnéaire, *anales de la faculté des lettres et sciences humaines*, N°47, 20p.

<sup>20</sup> M Diatta, hôtelier à Cabrousse, entretien individuel, décembre 2022.

exacerba la colère des habitants. Ce qui déclencha une révolte des autochtones<sup>21</sup> qui armés de coupe-coupe et de flèches se soulevèrent pour réclamer leur dû. Il s'agit de « *guerriers her* » en 1975 et s'en est suivi en 1978, la destruction de maisons des employés d'hôtels et de fonctionnaires étrangers<sup>22</sup>.

Aujourd'hui, la situation a pris des proportions élargies dues au phénomène de l'évolution démographique, du développement du tourisme de masse dans la zone et de la demande touristique. En effet, le caractère balnéaire du tourisme au Sénégal fait que la zone est prisée tant par les touristes que par les exploitants. La naissance de résidences privées illustre parfaitement cette tendance. Des dizaines de ces maisons s'ajoutent au décor le long de la côte offrant pratiquement les mêmes services que les hôtels. Cependant, ce n'est pas sans conséquences, puisque ces dernières échappent au contrôle des services fiscaux étatiques en ce qui concerne le paiement de la taxe par exemple. Ce qui tue le tourisme, car le non-paiement de taxe est un manque à gagner pour l'État (Tine, 2018). Selon P. Meguelle (2017), la question du foncier s'est aggravée au fil du temps et les résultats de nos enquêtes le montrent puisque 51,19% des pratiques corruptives sont liées à ce volet. Avec la domination du tourisme balnéaire dans la zone, les activités de pêches sont monopolisées par des personnes venues principalement de Mbour et des gandiolois de Saint Louis (Blundo, De Sardan, 2001) et la majorité de la population est constitué d'une jeunesse qui s'adonne à l'activité touristique principalement. Ce qui constitue une menace pour l'héritage et donc pour leur avenir à proprement parlé.

Sur la question du statut des États africains post colonialisme, J. F. Bayard (1996) avait posé le débat avant G. Blundo et De Sardan (2001). Si ces derniers se sont intéressés aux pratiques léguées, le premier s'est penché sur la fonction politique des fins personnelles. Cette étude nous a permis de constater une montée en puissance de certaines pratiques, allant de l'accélération dans le traitement de dossier d'agrément (16,67%), de l'implication d'agents de sécurité dans la corruption (11,9%) et l'escroquerie (8,33%) au versement de pot-de-vin pour l'obtention de licence d'exploitation (5,95%). La plupart du temps, des agents et exploitants hôteliers ont signalé des cas de trafic d'influence d'élus locaux, de l'utilisation de statut de fonctionnaire pour accéder à une requête en contournant les étapes d'une procédure de traitement de dossier et de certains rapports douteux entre des opérateurs et certains cadres de la gendarmerie pour étouffer des problèmes. « Les propriétaires exploitent leurs employés. Ils n'ont parfois pas de contrat et subissent un sous - traitement et se font même chanter. Mais ce n'est jamais ébruité parce qu'ils ont des relations avec des gradés de la gendarmerie...<sup>23</sup> ». Entre triche, alliance d'amitié, de clans, une lutte d'influence et de pouvoir, J. F. Bayard (1996) considère que les États postcoloniaux (dirigeants) profitent de leur position pour s'offrir

---

<sup>21</sup> Meguelle, P. (2017) : du cap roxo au cap skirring : les mutations d'un territoire diola sous l'influence du tourisme balnéaire, *Annales de la faculté des lettres et sciences humaines*, N°47, 20p.

<sup>22</sup> M Kambaye, vendeur de fruits de mer établi au cap-skirring, enquêté en janvier 2022.

<sup>23</sup> M Diémé, comptable, entretien individuel, décembre 2022.

certaines avantages personnels. Ce qui est d'ailleurs qualifié de pathologique par Bertrand Badie (2014). En effet, les résultats de nos enquêtes ont montré une absence de sensibilisation sur les risques de la corruption (45,24%).

Il est à noter un manque de contrôle (27,38%) ou encore l'absence de sanction (16,67%). La station est une zone touristique à quelques kilomètres de Oussouye (administration préfectorale) qui dispose d'un poste de santé, d'une caserne de sapeurs-pompiers, d'une gendarmerie. Entre le service régional du tourisme (SRT), la mairie de djembéring et les acteurs du tourisme, la prise en charge peut vite devenir un problème à cause d'un manque d'effectif. Et pire encore si l'on sait que le SRT coordonne les trois régions administratives du pôle Casamance (Ziguinchor, Sédhiou et Kolda) avec des stagiaires et des moyens limités aussi bien sur le plan fonctionnel qu'institutionnel.

#### **4.4. La gratification**

Sur le plan du tourisme qui est un secteur transversal impliquant, le transport, l'hôtellerie et la restauration, les moyens n'y sont pas. Autrement dit, la Casamance présente un cas particulier au vu de son histoire et de sa position géographique. Ce pôle touristique est géré par le seul service régional en charge des régions de Kolda, Sédhiou et Ziguinchor. Ce que nous avons constaté, c'est que par manque de moyen dans la gestion des ressources humaines et du problème de logique dont il fait face, le tourisme se voit menacer par la corruption. En effet, le service régional touristique est le bras technique du ministère du tourisme en Casamance avec comme objectifs : l'accompagnement des acteurs, les visites techniques, la réglementation touristique pour ne citer que ceux-là. Cependant, le service ne dispose pas de la prérogative de prendre des mesures de sanctions envers les acteurs, puisqu'elle relève du ministère lui-même. Cependant, le service régional du tourisme serait en proie à la corruption, même si la cheffe de bureau ne considère pas certaines pratiques comme de la corruption :

Il m'est arrivé d'aller en atelier avec les acteurs touristiques, et il y a ceux qui me proposent des sommes d'argent pour le carburant. Mais je n'accepte pas l'argent, je leur demande de le remettre aux stagiaires puisque je n'ai pas à ma disposition les moyens de prendre en charge leur transport entre leur domicile et le bureau<sup>24</sup>.

La sous-prise en charge des fonctionnaires publics entraîne des dépenses non couvertes, favorisant la corruption involontaire. Les conditions de travail influent sur la propension à céder à des pratiques corruptives, particulièrement dans les services étatiques. La culture sénégalaise de la gratitude peut conduire à des formes de corruption conscientes ou inconscientes, induites par la pression sociale. En effet, sociologiquement parlant, le Sénégal, aussi appelé « pays de la Téranga<sup>25</sup> » insiste beaucoup sur les valeurs sociales dans une communauté. Ainsi, les membres d'une

---

<sup>24</sup> Cheffe du service régional du tourisme (SRT), au pôle Casamance (Ziguinchor, Sédhiou et Kolda), enquête de terrain, 2022

<sup>25</sup> Terre d'hospitalité, de partage et d'ouverture au monde

communauté ont l'habitude, une habitude inculquée par la socialisation, de témoigner d'une quelconque manière sa gratitude. Les avantages offerts pour faciliter le travail, comme le témoigne un responsable du tourisme en Casamance, peuvent être perçus comme des faveurs mais potentiellement mener à des pratiques corruptrices. : « Une fois, dans le cadre d'un accompagnement pour l'obtention d'un agrément touristique, j'ai rencontré un problème de logistique. Je n'avais pas de véhicule, alors on a proposé de mettre à disposition un moyen de me déplacer pour poursuivre les travaux<sup>26</sup> ».

## Conclusion

La corruption, omniprésente au Sénégal, entrave la démocratie, la justice, et l'économie, touchant tant le secteur public que privé. Elle découle souvent de valeurs culturelles telles que la « Téranga » sénégalaise. Ce fléau menace gravement les institutions politiques, juridiques, socio-culturelles, et économiques, particulièrement dans le secteur touristique. Dans cet article, les pratiques corrompues dans le tourisme incluent l'accaparement de terres, l'évasion fiscale, les pourboires à des fins sexuelles, le lobbying pour l'obtention de licences, et les arrangements entre opérateurs touristiques. Malgré des efforts législatifs et institutionnels, le Sénégal demeure marqué par la corruption, comme le souligne un score bas sur l'Indice de Perception de la Corruption (IPC) qui est 43/100 en 2021. Pour y remédier, le pays met en place des cadres juridiques, institutionnels, et politiques, encourageant le dialogue, la coopération, la communication, et le renforcement des capacités. Il s'agit également d'améliorer la gouvernance, le suivi des actions anti-corruption, et d'armer les organes de lutte avec les moyens nécessaires. En dépit des progrès réalisés, la persistance de la corruption requiert un engagement continu à tous les niveaux de la société.

## Références bibliographiques

- ANDS, 2020, « situation économique et sociale du Sénégal », SES 2017/2018. 11 pages.
- BARDHAN Pranab, 2017, « Corruption et développement : une revue des enjeux. Corruption politique », 321-338
- Bernard Cédric, 2016, « La corruption, virus endémique affectant l'intégrité des élus ». *Cahiers Jean Moulin*, (2).
- BAYARD, Jean François, 1996, *L'État en Afrique : la politique du ventre*, Paris, Karthala.
- BLUNDO, Giorgio et DE SARDAN, Jean Pierre, 2001, « La corruption quotidienne en Afrique de l'Ouest », *Politique africaine*, (3), 8-37.
- Banengai-Koyama Torcia-Chanelle, Patrice Ongono et Trésor Ekom, 2021, « Stabilité politique, qualité des institutions et tourisme en Afrique ». *Mondes du Tourisme*, (19).

---

<sup>26</sup> Cheffe du service régional du tourisme (SRT), enquête de terrain, 2022.



- CABRAL François Joseph, 2013, « Corruption, croissance et pauvreté : Le cas du Sénégal », *Cahier de Recherche/Working Paper*, 13, 03.
- CABRAL François Joseph, 2017, « Risque de corruption pour la croissance économique et la pauvreté : le cas d'un pays en développement. Gouvernance et contrôle des risques : marchés et institutions financières ». N°7 (2), 129-139.
- DIALLO Djibril, 2023, « Échanges commerciaux, vulnérabilité des termes de l'échange, croissance économique et corruption au Sénégal entre 1990–2021 », *Revue économie, gestion et société*, 1(39).
- DIËYE Cheikh Tidiane (2018) *La corruption bureaucratique au Sénégal : trajectoires, ressorts et représentations populaires*, L'Harmattan, 186p.
- MTTA, 2019, *Bulletin des statistiques touristiques*, 85 pages.
- MEGUELLE Philippe, 2017, « Du cap roxo au cap skirring : les mutations d'un territoire diola sous l'influence du tourisme balnéaire », *anales de la faculté des lettres et sciences humaines*, N°47, 20p.
- Rapport de la cour des Comptes, 2022, *Contrôle de la gestion du fonds de riposte et de solidarité contre les effets de la covid-19 (force covid)*, gestion 2020-2021, 163p.
- MAUDUIT Remy, 2015, « La corruption, fléau de l'humanité », *Editor Air and Space Power Journal–Afrique et Francophonie Maxwell AFB*, Alabama.
- BA Olken et PANDE Rohini, 2012, « La corruption dans les pays en développement ». *Annu. Rev. Econ.* , 4 (1), 479-509.
- CONTRYECONOMY consulté le 21 décembre 2022, à l'adresse <https://fr.countryeconomy.com/gouvernement/indice-perception-corruption/senegal>
- OFNAC, 2020, *Stratégies de lutte contre la corruption*, 66 pages
- OFNAC, 2016, *Rapport d'activités sur la lutte contre la fraude et la corruption*, 108 pages
- OFNAC, 2016, *Étude sur la perception et le cout de la corruption au Sénégal* , 172 pages
- SHLEIFER Andrei et VISHNY Robert, 1993, « La corruption ». *La revue trimestrielle d'économie*. 108 (3), 599-617.
- TINE Benoît, 2018, « L'hôpital aux urgences : entre patrimonialisme et modernisme », in *actes du colloque sur les 70 ans de la sociologie au Sénégal, en hommage à Georges Balandier*, Juin 2016, Ucad, Dakar, Sénégal, pp 127-147
- TINE Benoît et DIATTA Rose, 2020, « L'incivisme fiscal au prisme du développement local en Casamance : sociologie d'une forme de déviance », in *La Justice fiscale, X-XX Siècle in Actes du colloque internationale sur la justice fiscale*, mai, Paris, éd. Bruylant, pp. 397-426.